



La partie n'est pas terminée

Qu'il nous soit permis tout d'abord de féliciter les salariés et les organisations syndicales de chez M-real pour le magnifique et difficile combat que nous avons mené ensemble depuis bientôt 9 mois.

Les organisations syndicales ont décidé de signer le plan « social » le plus avantageux possible pour les salariés concernés et nous en prenons acte.

Il ne nous a pas manqué grand chose pour gagner. Uniquement la volonté de nos politiques à maintenir un site papetier intégré à Alizay (unique en France).

Mais malheureusement nous avons assisté :

- Au *blablabla* du ministre Bruno Le Maire qui, comme chez Glaxo, a choisi le camp de l'argent, des patrons. Il est donc coresponsable de ces licenciements. Son repreneur inventé pour la circonstance (élections régionales obligent) n'a jamais contacté M-real pour la reprise de l'usine de fabrication de pâte à papier. Un mensonge éhonté qui démontre bien la manière de faire de la politique de la droite.
- On ne peut pas dire non plus que les présidents de la Région et du Département de l'Eure aient joué un rôle prépondérant dans ce dossier. On les a très peu vus, pour ne pas dire jamais. Certes, ils ont financé les experts pour mener l'étude permettant de démontrer que la production de pâte était rentable, mais c'est tout ! On aurait tant aimé les voir à nos côtés dans les manifestations, les délégations. Ils auraient dû porter avec nous les propositions alternatives et ébaucher ensemble des solutions financières ambitieuses permettant de sauvegarder l'emploi et de pérenniser le site. Au lieu de ça, RIEN ! Ils se sont contentés de regarder, d'esquisser de vagues regards compatissants et nous le regrettons amèrement.

Nous attendons autre chose des responsables politiques.

Avis de recherche en direction des maires de droite du canton de Pont-de-l'Arche

Mais où sont passés les maires des Damps, de Tostes, de Criquebeuf sur Seine, de Martot, d'Igoville ? Effectivement, ils brillent par leur absence depuis des mois et croyez bien que les salariés et les habitants de notre territoire s'en souviendront !

On a vu de temps en temps les élus locaux du parti socialiste sur certaines manifestations, le temps d'une photo à Ymare ou bien d'une table ronde à Evreux. On aurait pu imaginer qu'ils s'impliquent beaucoup plus dans ce combat.

Quant au NPA, très actif dans le collectif, il semble aujourd'hui se résigner (si l'on en croit leur communiqué départemental) devant la lourdeur bureaucratique et l'incurie politique de manière générale.

Malgré tout, nous n'avons pas dit notre dernier mot et nous appelons toutes ces forces vives à se ressaisir.

Le parti communiste français eurois, la section Eure Seine, notre Conseiller général Gaëtan Levitre, nos conseillers régionaux Christian Jutel hier et aujourd'hui Jean-Luc Lecomte, les élus communistes et républicains du canton de Pont-de-l'Arche continuent la bataille. Certes, nous avons perdu la 1^{ère} manche mais nous n'avons pas perdu la partie.

Nous proposons de réorienter le combat d'une manière différente.

Pas plus tard que lundi 12 juillet, Gaëtan Levitre, à sa demande, était reçu à Bercy par les conseillers techniques du cabinet du ministre de l'Industrie, Christian Estrosi et du cabinet du ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire en présence de Jean-Luc Lecomte, conseiller régional, François Loncle, député, Guillaume Bachelet, conseiller régional et Lionel Prévost, vice-président du conseil général.

Une occasion toute particulière pour le conseiller général de notre canton de rappeler la lutte exemplaire menée par les salariés, même si malheureusement elle a débouché sur l'accord salarial que nous connaissons. L'occasion de dire aussi combien il regrettait que les organisations syndicales n'aient pas été invitées à cette réunion alors qu'elles sont des interlocuteurs légitimes.

Après avoir rappelé la chronologie du combat de ces 9 derniers mois, il est acté que ce dossier est d'ampleur nationale car l'indépendance de la France pourrait être menacée en matière d'approvisionnement de pâte à papier.

Mais qu'en est-il de l'avenir du site M-real aujourd'hui ?

Voilà la question déterminante et légitime qui fut le lien de toutes les discussions de ce fameux lundi. Car en effet, la fermeture définitive de la fabrication de pâte à papier entraînera à moyen terme, si rien ne vient améliorer cette situation, la fermeture du papier.

A ce titre, les études menées par le cabinet SECAFI ont démontré leur importance et sont reconnues comme telle selon les dire des conseillers techniques des ministres :

- Elles ont permis de casser momentanément le PSE (ce qui n'est déjà pas si courant).
- Elles mettent en évidence des pistes de pérennisation et des axes de viabilité sur lesquels nous devons nous appuyer pour aller plus loin et **faire d'Alizay un pôle d'excellence du bois et du papier**. Nous ne lâcherons rien à ce sujet.

La fin de partie n'est donc pas sifflée. Les 9 mois de lutte menés par les salariés d'M-real, leur intelligence mis à contribution pour formuler des propositions permettant de sauver leur entreprise demeure et ne restera pas vaine.

En tant que Conseiller général et maire d'Alizay, Gaëtan Levitre fait de l'emploi en général et de la pérennisation du site d'Alizay sa priorité pour les années à venir.

Consolider et développer l'emploi sur le territoire pour que les habitants de Pont-de-l'Arche et des environs puissent vivre et travailler à proximité et décemment : une priorité cantonale.

Sur sa proposition, il est convenu par les deux ministères d'activer la cellule de revitalisation. M-real devra y participer à hauteur de 300 000 euros. Il est donc convenu que cette somme servira à approfondir les études déjà menées et à affiner les propositions alternatives.

La délégation a aussi proposé d'associer aux différentes réunions qui vont avoir lieu les organisations syndicales, les acteurs industriels, la Copacel, les associations comme bois et forêts, biologie santé, énergie HN, aussi les élus sous l'autorité de Madame la Préfète.

Gaëtan Levitre a également proposé d'associer à cette démarche le développement portuaire sur ce site (compris entre la RN15 et M-real) qui faciliterait la reconversion et la consolidation de ce secteur industriel.

Diversifier la filière bois.

Une étude menée par la chambre de commerce et d'industrie a identifié 3 sites susceptibles d'accueillir le trafic attendu sur cette zone.

Le projet biomasse mené avec Poweo (acté par la CRE) représente une consommation de 250 000 tonnes par an. Même si on sait qu'il s'agit de bois prélevé dans la région et acheminé par le fer et la route, une partie peut être envisagée par le fluvial.

Le flux correspondant à la production de plaquettes de bois pour centrale biomasse, expédié à l'étranger serait de l'ordre de 120 000 tonnes par an (projet en attente de validation).

L'unité de désencrage ou bien encore la création d'une usine de « pellets » augmentera encore ce flux.

Les autres entreprises d'Alizay ont besoin d'un port.

Les besoins sont grands dans ce secteur puisque des entreprises sont à la demande de ce développement portuaire : Kapa Reynolds (Aseo), Kapa Logistic, Aqualon. Ces entreprises ont un trafic en forte progression qui vient actuellement par la route approvisionner le site d'Alizay. Des contacts ont été également pris avec les carriers et d'autres entreprises locales.

Ce véritable potentiel nécessite bien évidemment l'investissement d'un nouveau quai de chargement et de déchargement ainsi que l'identification des terrains susceptibles de réceptionner les conteneurs.

Le 21 avril dernier, le maire d'Alizay a présenté ce dossier à Monsieur le Sous-Préfet en présence du président de la chambre de commerce et d'industrie.

Cette nouvelle donnée doit être prise en compte puisqu'elle permettrait de consolider l'existence de nos entreprises, participerait à leur développement et à la création d'emploi.

Un engagement total du Conseiller général pour les prochaines années. Un engagement pour une nouvelle dynamique industrielle porteuse d'emploi et de développement économique.